

UNDT/2020/101, Laasri

Décisions du TANU ou du TCNU

Le tribunal a constaté que la décision contestée était illégale fondée sur l'admission de l'intimé selon laquelle «bien qu'il y ait eu des raisons légitimes d'abolir le poste du requérant, la décision de le faire, ce qui a conduit à la non-extension de sa nomination [...] était basée, dans partie, sur des considérations erronées ». Par conséquent, le seul problème juridique qui restait pour l'arbitrage devant le tribunal était celui des recours. Remèdes Le Tribunal a noté que le demandeur travaillait comme directeur des opérations, au niveau de la NO-C, au bureau du pays du Maroc de l'UNICEF. Elle a travaillé sur un rendez-vous à durée déterminée depuis février 2010 et la décision de ne pas renouveler son contrat au-delà du 31 mai 2016 était basée sur les recommandations formulées par un panel indépendant pour abolir son poste. Bien qu'il y ait eu des irrégularités procédurales, comme l'ont concédé l'intimé, il y avait, apparemment, de solides raisons de justifier «l'internationalisation» de l'ancien poste du demandeur. Compte tenu des circonstances particulières de la présente affaire et du fait que le demandeur a perdu la chance de renouveler sa nomination pour une autre année en raison de l'échec de l'administration à déterminer si elle aurait pu remplir les exigences du P-3 Post , le tribunal aurait accordé une compensation au lieu de l'annulation d'un montant égal au salaire net de base d'un an, sur la base du salaire du demandeur à la date de la non-renouvellement de sa nomination à durée déterminée, c'est-à-dire le 31 mai 2016. Cependant, , puisque ce montant avait déjà été payé par l'intimé au demandeur à la suite de sa demande d'évaluation de la direction, le Tribunal a conclu que, en fait, l'intimé avait déjà choisi de ne pas annuler la décision et versé à la place une compensation en reconnaissance de La perte de chance du demandeur de faire non renouveler son contrat pour une autre année. Par conséquent, aucune compensation supplémentaire n'a été attribuée. Dommages moraux Le Tribunal était d'avis que les dommages moraux ne doivent être accordés que sur la base des preuves présentées sous la forme du certificat médical. Par conséquent, le Tribunal a trouvé adéquat et proportionné à la gravité dudit impact pour accorder aux dommages moraux du demandeur d'un montant du salaire de base net de deux

mois. Coûts et frais juridiques Le Tribunal a rejeté la demande du demandeur de paiement des frais juridiques et des frais, car il n'y avait aucune preuve de «maltraitance de procédure» conformément à l'art. 10.6 du statut du tribunal.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

La requérante a contesté la décision d'abolir son poste et, par conséquent, de ne pas renouveler son contrat au-delà du 31 mai 2016.

Principe(s) Juridique(s)

Le but de l'indemnisation est de placer un membre du personnel dans le même poste dans lequel il aurait été si l'organisation avait respecté ses obligations contractuelles (Warren 2010-UNAT-059). Le «principe de base applicable dans les tribunaux internationaux sur la question des frais est que chaque partie porte ses propres frais». Le Tribunal ne peut attribuer des frais à une partie que s'il existe des preuves «d'un abus manifeste des procédures», c'est-à-dire un certain degré d'intention d'agir avec frivolement (BI Bea 2013-UNAT-370).

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Applicants/Appellants

Laasri

Entité

FNUE

Numéros d'Affaires

UNDT/GVA/2019/014

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Genève

Date of Judgement

29 Jun 2020

Duty Judge

Juge Bravo

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Cessation de service

Droit Applicable

TCNU Statut

- Article 10.5(a)
- Article 10.5(b)
- Article 10.6

Jugements Connexes

2012-UNAT-247

2010-UNAT-059

2018-UNAT-874

2017-UNAT-742

2013-UNAT-370